

Revue des dépenses publiques agricoles

Bonne politique + ressources financières suffisantes = bons résultats

Lancée officiellement en juillet dernier, « la revue légère des dépenses publiques agricoles » a permis au comité de suivi de produire une version provisoire de l'étude. Celle-ci a été validée par le ministre en charge de l'Agriculture et ses partenaires. C'était le vendredi 23 septembre 2016 à Ouagadougou. Et selon le SG de l'Agriculture, Moussa Maïga, une bonne politique accompagnée bien sûr d'une allocation suffisante en ressources financières garantit de meilleurs résultats.



Si les dépenses publiques agricoles sont bien assurées, on peut être certain d'obtenir de meilleurs résultats sur le terrain

« Celui qui ne sait pas d'où il vient ne peut pas savoir où il va, car il ne sait pas où il est » ; voilà une citation que l'on entend très souvent. Mais est-ce pour autant que nous l'appliquons réellement dans notre vie ? En tout cas, c'est ce que s'efforce de faire le ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques de notre pays. « Où en sont les dépenses publiques relatives au secteur agricole ? » est en effet la question que se sont posée les membres de ce département. Pour y répondre, ils ont fait appel à la Banque mondiale et à l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) qui, en la matière, appuie notre gouvernement à travers deux projets qui sont : le programme de « renforcement des systèmes nationaux des dépenses publiques agrico-

les en Afrique subsaharienne (SNCAPI) et le programme de « suivi et analyse des politiques agricoles et alimentaires (SAPAA/MAI'AP) ». C'est ainsi qu'au cours de sa deuxième phase, le projet SNCAPI a adopté une nouvelle méthodologie intitulée « revue légère des dépenses publiques agricoles ». Elle a été lancée au Burkina Faso en juillet dernier et a déjà permis de valider la méthode d'analyse ainsi que les deux thématiques des études spécifiques de ce programme. A ce jour donc, le comité technique de suivi, présidé par le secrétariat permanent de la coordination des politiques sectorielles agricoles (SP/CPSA), a permis la mise en place d'une version provisoire de cette étude, version qui a été soumise à validation au cours d'une rencontre qui a réuni les membres du

ministère ainsi que leurs partenaires dont le projet MAI'AP, le vendredi 23 septembre 2016 à Ouagadougou. A la question de savoir quel intérêt cette étude présente pour le Burkina Faso, le secrétaire général de l'Agriculture, Moussa Maïga, a donné cette réponse : « Cela va permettre de nous renseigner sur la cohérence des dépenses publiques agricoles par rapport aux objectifs

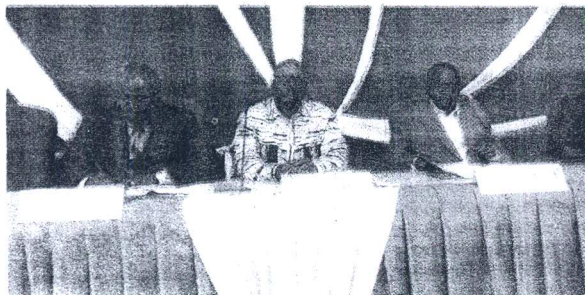
dépenses, donc le résultat peut être mitigé. Même si on a une bonne politique, tant que l'allocation des ressources concernant les dépenses publiques n'est pas suffisante, cela peut compromettre les résultats. S'il y a une bonne politique accompagnée d'une allocation suffisante en ressources financières, on aura alors un meilleur impact sur le terrain », a-t-il expliqué.

Quant à Alban Mas Aparisi, point focal du programme MAI'AP au Burkina Faso, il a indiqué que l'objectif majeur de ces travaux est de formuler des recommandations qui vont améliorer le deuxième programme national du secteur rural en cours d'élaboration. A la demande des hommes de médias, le consultant est revenu sur la nature de l'accompagnement de la FAO qui, rappelle-t-il, appuie le Burkina depuis 2012 dans le suivi des dépenses publiques agricoles et alimentaires. « Notre soutien est technique, c'est-à-dire qu'il vise le renforcement des capacités des analystes. Il est aussi financier dans le sens où il faut permettre la réalisation des études de ce type », a-t-il souligné. Mais quel bilan l'institution fait de ses rapports avec l'Etat burkinabè ? Pour notre interlocuteur, il y a une « très bonne expérience » au Pays des hommes intègres avec le programme MAI'AP qui, doit-on le souligner, est mis en œuvre dans d'autres pays africains ■



Alban Mas Aparisi,
point focal du programme
MAI'AP au Burkina Faso

politiques que nous nous sommes fixés ». Concrètement qu'est-ce que cela signifie ? étions-nous tentés de demander. Mais comme s'il avait lu en nous, le SG a alors poursuivi ainsi, nous donnant plus d'éclaircissements : « Souvent, on a des problèmes, soit au niveau de la formulation de politiques, soit au niveau des



La session a été ouverte en présence du SG de l'Agriculture, Moussa Maïga (milieu)

Zalissa Soré